

liberté provisoire

#LibérezLesTous

Turquie : le journalisme n'est pas un délit !

Kadri Gürsel

marrainée par Annick Cojean



Kadri Gürsel, 56 ans, partie des journalistes aux analyses intègres que les autorités ne veulent plus entendre. De plateaux télévisés en articles, il éclairait ses concitoyens sur la politique étrangère du gouvernement.

Renvoyé du quotidien *Milliyet*, pour un tweet critiquant Recep Tayyip Erdoğan après l'attentat-suicide de Suruç qui avait fait 32 morts en 2015, cet éditorialiste avait trouvé un espace d'expression dans les colonnes de *Cumhuriyet*. Il s'agit de l'un des derniers quotidiens critiques du gouvernement. 18 de ses collaborateurs sont poursuivis, 4 sont encore en prison.

L'acte d'accusation reproche à Kadri Gürsel de travailler pour un journal qui « défend les organisations terroristes FETO/PDY (la confrérie de Fethullah Gülen), PKK/KCK (la guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan) et DHKPC/C (organisation d'extrême-gauche) » et dont la ligne éditoriale a visé « le gouvernement et le président de la République de Turquie à l'aide de techniques de guerre illégales ». Il risque jusqu'à 15 ans de prison pour « aide à une organisation terroriste armée sans en être membre ».

L'accusation est d'autant plus ubuesque si l'on se souvient qu'en 1995, alors correspondant de l'AFP, Kadri Gürsel avait été retenu en otage par le PKK pendant 26 jours. Et qu'il a été un critique de l'entrisme de la confrérie de Fethullah Gülen, tenue pour responsable par les autorités du coup d'Etat du 15 juillet dernier. Après presque un an de détention, Kadri Gürsel a été remis en liberté provisoire le 25 septembre. Son procès reprend le 9 mars.

« Si je n'étais pas emprisonné à Silivri aujourd'hui, je serais avec vous, avec qui je me bats pour la liberté de la presse depuis de nombreuses années. En ce moment, d'où je me trouve, je comprends en tant que journaliste une fois de plus à quel point votre lutte est importante et essentielle. » (lettre ouverte, 25 janvier 2017)

en prison

#LibérezLesTous

Turquie : le journalisme n'est pas un délit !

Ahmet Şik

parrainé par Sorj Chalandon



Ce célèbre journaliste d'investigation et syndicaliste est de tous les combats démocratiques. Il en a gardé une cicatrice sur le crâne, souvenir d'une grenade lacrymogène, tirée par un policier à dix mètres, lors de la révolte de Gezi contre l'autoritarisme grandissant de Recep Tayyip Erdoğan en 2013. « *Ce sont les risques du métier dans un pays où la démocratie est faible* » expliquait-il alors. Des risques, il en a souvent pris. « *L'armée de l'imam* », un livre dans lequel il décryptait l'infiltration au sein de l'Etat de la confrérie Gülen l'avait conduit en prison, en 2011, avant même sa publication. Ce premier séjour derrière les barreaux avait duré 375 jours.

Journaliste à *Cumhuriyet*, Ahmet Şik a été arrêté une deuxième fois le 29 décembre 2016 pour propagande en faveur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, guérilla kurde) et de la confrérie Gülen. « *C'est un peu comme arrêter Martin Luther King en l'accusant d'être membre du Klu Klux Klan* », commentait alors son avocat. Durant les trois premiers jours de détention, il n'a pas eu d'eau à boire. En avril, il a été inculpé d'aide au PKK et au Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple (DHKP/C, organisation d'extrême-gauche). Il risque 15 ans de prison. Son procès reprend le 9 mars.

« George Orwell doit être en train de se retourner dans sa tombe, tant ce qu'il racontait dans 1984 fait penser à la Turquie d'aujourd'hui. » (Ahmet Şik, comparution 15 février 2017)

« Le seul lien que mes codétenus et moi avons avec le monde extérieur est ce petit bout de ciel qui nous fait un clin d'œil depuis un mur de huit mètres de haut. Un petit bout de ciel, à peine aussi grand que ma paume, qui est obstrué par un fil de rasoirs. » (Témoignage recueilli par son épouse, paru dans *The Guardian*, 23 mars 2017)

Scam*

PRIX ALBERT LONDRES

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

**INFORMER
N'EST
PAS
UN DÉLIT**

Vendredi 5 janvier 2018

liberté provisoire

#LibérezLesTous

Turquie : le journalisme n'est pas un délit !

Musa Kart

parrainé par Plantu



Le Plantu turc est dans le viseur de Recep Tayyip Erdoğan depuis des années. En 2005, alors Premier ministre, ce dernier avait fait condamner le caricaturiste de *Cumhuriyet* qui l'avait représenté en chat empêtré dans une pelote de laine - symbole de ses difficultés -. En 2014, c'est un dessin de deux voleurs vidant tranquillement un coffre-fort pendant que Recep Tayyip Erdoğan fait le guet - en référence à un scandale de corruption mettant en cause son entourage - qui avait valu à Musa Kart d'être poursuivi pour « *insulte et diffamation* ».

Le dessinateur, 63 ans, a été arrêté avec onze autres collègues de *Cumhuriyet* le 31 octobre 2016. Il aura attendu cinq mois pour savoir ce qu'il lui est reproché. Musa Kart est donc accusé de « *soutien à une organisation terroriste armée sans en être membre* » et risque 29 ans de prison. Neuf mois après son interpellation, il a comparu la première fois en juillet et a été libéré. Son procès reprend le 9 mars.

« *J'ai tenté, pendant des années, de retranscrire en dessins ce que nous vivons dans ce pays. Aujourd'hui, j'ai l'impression d'être moi-même entré dans une caricature. Quelles explications vont-ils donner au reste du monde ? Que je suis en prison parce que j'ai fait des dessins ?* » (Déclaration lors de son arrestation.)

liberté provisoire

#LibérezLesTous

Turquie : le journalisme n'est pas un délit !

Turhan Günay

parrainé par Bernard Pivot



Turhan Günay, 71 ans, a été arrêté à l'aube, à son domicile, lors du vaste coup de filet contre *Cumhuriyet*, l'un des derniers quotidiens d'opposition encore en activité, le 31 octobre 2016. Le journaliste est une figure incontournable du monde littéraire en Turquie. En signe de soutien, plus de cent écrivains lui ont envoyé des livres dédiés... que l'administration pénitentiaire ne lui a toujours pas transmis.

En janvier, Turhan Günay a été extrait de sa cellule pour subir une opération cardiaque puis y a été renvoyé. L'acte d'accusation lui reproche notamment de s'être entretenu au téléphone avec le responsable du supplément des livres du quotidien Zaman et d'avoir mal géré la Fondation de *Cumhuriyet*... alors qu'il n'y exerçait aucune responsabilité. Poursuivi pour « avoir aidé une organisation terroriste sans pour autant être membre de cette organisation », il risque 15 ans de prison. Il a été libéré le 24 juillet. Son procès reprend le 9 mars.

« Qui aurait cru que Turhan Günay, rédacteur en chef depuis plus d'un quart de siècle du supplément livres de *Cumhuriyet*, le plus vieux quotidien laïque du pays, serait en fait un dangereux «terroriste», à la fois «putschiste islamiste» et «séparatiste kurde» ? » (Lettre ouverte de l'écrivain Yiğit Bener, Libération le 1^{er} janvier 2017)

Scam*

PRIX ALBERT LONDRES

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

**INFORMER
N'EST
PAS
UN DÉLIT**

Vendredi 5 janvier 2018

#LibérezLesTous

Turquie : le journalisme n'est pas un délit !

liberté provisoire

Inan Kizilkaya parrainé par **Patrick de Saint-Exupéry**



En Turquie, journaliste est un métier à risque. L'être pour un média prokurde est périlleux. Inan Kizilkaya, 40 ans, a été nommé à la rédaction en chef d'Özgür Gündem en mars 2016. Entre sa prise de fonction et le raid de la police dans les locaux du quotidien le 16 août de la même année, 92 actions en justice ont été engagées à son encontre. « *Depuis que la guerre a recommencé contre les Kurdes, l'État est passé à l'offensive contre nous* » déclarait-il avant d'être violemment arrêté au cours de l'assaut des forces de l'ordre. 36 personnalités sont poursuivies pour leur engagement dans la campagne de solidarité en faveur de ce journal harcelé par la justice puis fermé par un décret-loi. La célèbre romancière Asli Erdoğan a notamment passé quatre mois derrière les barreaux et encourt une peine de prison à vie pour son soutien. Poursuivi pour « *appartenance à une organisation illégale* », Kizilkaya risque une condamnation à perpétuité. Lors des deux premières audiences de son procès, l'administration pénitentiaire a dit manquer de véhicules pour assurer son transport au tribunal. Ce n'est que le 14 mars, qu'il a comparu devant un juge et pu se défendre pour la première fois, dénonçant des agressions subies en prison. Après 440 jours en prison, Inan Kizilkaya a été remis en liberté provisoire le 31 octobre dernier. Son procès reprend le 6 mars.

« *Nous avons fait des papiers au sujet des villes incendiées et détruites, des dépouilles de citoyens gisant à même le sol durant des jours entiers, des couvre-feux et des cris des civils qui enduraient tout cela. Un journaliste ne peut fermer les yeux à la réalité, aux événements, aux tragédies, sous prétexte que cela pourrait incommoder ou susciter des contrecoups. Le travail du journaliste est de montrer ce qui est. C'est l'histoire et la société qui auront le dernier mot sur la pérennité de son travail, pas les interdictions, les pressions ou les condamnations.* » (14 mars 2017, 23^e chambre de la cour pénale du Palais de justice de Cağlayan)

liberté provisoire

#LibérezLesTous

Turquie : le journalisme n'est pas un délit !

Kazım Kızıl

parrainé par Jean-Xavier de Lestrade



Vidéo-activiste de 33 ans, Kazım Kızıl a été arrêté le 17 avril à Izmir alors qu'il filmait des étudiants qui contestaient le résultat du référendum consacrant les pleins pouvoirs de Recep Tayyip Erdoğan. Il est resté enfermé avec 19 autres détenus dans une cellule prévue pour dix, accusé « *d'insultes à l'encontre du président de la République* ». Remis en liberté sous contrôle judiciaire, il risque huit ans et quatre mois de prison.

Son arrestation envoie un message clair à la nouvelle génération de journalistes militants. Kazım Kızıl, alias KA, est un des fondateurs du collectif Kamera Sokak (Caméra Rue) conçu en réaction à la censure dans les médias. Ce pharmacien de formation dit qu'il aurait pu exprimer sa révolte en jetant des pierres s'il avait manifesté une quelconque dextérité en la matière. Il était plus doué pour l'image. Sa brève et prometteuse carrière documente les luttes et les injustices. Comme celle de ces paysans de la région égéenne qui se sont révoltés lorsque les autorités ont arraché leurs oliviers centenaires pour les remplacer par des centrales thermiques. Ou celle des habitants de la ville kurde de Cizre détruite par les forces de l'ordre. Son dernier documentaire « *Où es-tu mon ami ?* » traite de la main d'œuvre enfantine dans les champs de coton. Il fut l'une de ces petites mains.

« *« Je vous écris ces lignes depuis le dortoir gauche B-7 de la prison de type T de Menemen à Izmir, où l'on a planté du béton et du fer dans la cour à la place les fleurs (...) J'essaie de m'habituer à la prison. (...) Vive le droit du peuple à être informé ! Vive le vidéo-activisme ! »* » (Lettre ouverte, site d'information Bianet).

Scam*

PRIX ALBERT LONDRES

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

**INFORMER
N'EST
PAS
UN DÉLIT**

Vendredi 5 janvier 2018

en prison

#LibérezLesTous

Turquie : le journalisme n'est pas un délit !

Meltem Oktay marrainée par Marie-Monique Robin



Meltem Oktay est la correspondante de l'agence de presse kurde DIHA, à Nusaybin, dans le sud-est de la Turquie. Cette ville frontalière avec la Syrie a été le théâtre de violents affrontements entre les forces de l'ordre et la guérilla du PKK à partir de 2015. Meltem Oktay a été arrêtée à son domicile le 11 avril 2016. A l'époque, déjà, avant la tentative de coup d'Etat, l'administration pénitentiaire l'empêchait de communiquer avec sa famille, en saisissant son courrier. Remise en liberté mi-août, la jeune femme a été de nouveau emprisonnée le 2 avril, suite à la confirmation de sa condamnation à deux ans et quatre mois de prison pour « *propagande en faveur d'une organisation terroriste* » par la Cour suprême. Dix journalistes de DIHA - fermée par un décret-loi d'octobre - sont derrière les barreaux.

« A Nusaybin où je travaille, le couvre-feu a été décrété à six reprises (...) Lors des affrontements, les balles sifflent parfois à nos oreilles. Nous avons beau être des journalistes, nous savons que nous aussi sommes une cible [pour les forces de l'ordre]... Nous n'avons aucune garantie pour nos vies. Parfois, des gens sont tués juste à côté de nous... » (Ayrıntı Dergi)

Scam*

PRIX ALBERT LONDRES

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

**INFORMER
N'EST
PAS
UN DÉLIT**

Vendredi 5 janvier 2018

en prison

#LibérezLesTous

Turquie : le journalisme n'est pas un délit !

Ayşenur Parıldak

marrainée par Elise Lucet



Le 2 mai, après neuf mois de détention, Aysenur Parıldak a été remise en liberté... avant même d'avoir pu quitter le tribunal, elle a été arrêtée une seconde fois et remise en prison. Cette étudiante en droit était chroniqueuse judiciaire du journal *Zaman** à Ankara. Suite à la fermeture du quotidien par décret-loi, cette jeune divorcée de 26 ans se destinait à une carrière d'avocate. Elle est accusée d'être « *membre d'une organisation terroriste* ». Il lui est reproché d'être suivi sur son compte Twitter par Fuat Avni, mystérieux informateur qui tweete des informations sensibles dans l'entourage de Recep Tayyip Erdoğan. Un virement bancaire depuis son compte - destiné à l'achat d'une voiture selon son avocat - fait partie des éléments à charge. Aysenur Parıldak risque 15 ans de prison.

« J'ai été battue et agressée sexuellement (en garde-à-vue). J'ai été interrogée nuit et jour pendant huit jours. Ceux qui m'interrogeaient étaient alcoolisés et ils ne s'en cachaient pas (...) Je suis de nouveau à l'isolement. J'ai peur que l'on m'oublie ici. » (Lettre envoyée au quotidien *Cumhuriyet*)

* quotidien de la confrérie de Fethullah Gülen, qui est accusée par Recep Tayyip Erdoğan d'être derrière le coup d'Etat du 15 juillet 2016.

#LibérezLesTous

Turquie : le journalisme n'est pas un délit !

liberté provisoire

Cihan Acar

marrainé par Florence Aubenas



La brève carrière de Cihan Acar donne un bon aperçu de la violence subie par les journalistes en Turquie. Elle a démarré avec un bras cassé causé par un tir de gaz lacrymogène de la police lors de la grande contestation sociale de Gezi contre Recep Tayyip Erdoğan, en 2013. Surnommé « *Cihan le cimetière* » par ses confrères pour ses couvertures de funérailles, le journaliste de 27 ans a participé à une enquête sur la dépendance à l'héroïne chez les jeunes. Ce travail a été récompensé par la Communauté des journalistes de Turquie, l'organisation professionnelle la plus réputée du pays. *Bugün*, quotidien proche de la confrérie Gülen pour lequel il travaillait, a été confisqué par le gouvernement en 2015. Cihan Acar s'est fait connaître en diffusant sur les réseaux sociaux une vidéo de l'administrateur mandaté par les autorités en train de menacer, avec des policiers, la rédaction de *Bugün*.

Après huit mois de détention, Cihan Acar a été libéré le 31 mars... avant d'être aussitôt replacé en garde-à-vue puis de nouveau arrêté, sous la pression gouvernementale. Accusé initialement d'« *appartenance à une organisation illégale* », il est depuis sa seconde arrestation poursuivi pour « *tentative de renverser le gouvernement et l'ordre constitutionnel* », comme douze autres journalistes dont la remise en liberté a également été bloquée in-extremis. Il risque 15 ans de prison. Il a été remis en liberté provisoire en août.

« *Cihan est un ami qui se distingue par sa pureté, son amabilité et sa prévenance, il aime aider son prochain. Notre ami ne ferait pas de mal à une mouche. Quand il sort faire un reportage, il partage son sandwich avec des chats ou des chiens de rue. Il est prêt à laisser tomber son propre travail pour aider ses amis. Il est plein de vitalité...* » (Emrah Ülker, kronos.news)

Scam*

PRIX ALBERT LONDRES

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

**INFORMER
N'EST
PAS
UN DÉLIT**

#LibérezLesTous

Turquie : le journalisme n'est pas un délit !

en prison

Tunca Öğreten

parrainé par Edwy Plenel



Tunca Öğreten, 35 ans, est privé de liberté depuis le 25 décembre et l'acte d'accusation contre cet ancien rédacteur en chef du site d'information Diken n'a toujours pas été rendu public. Son arrestation serait liée à l'affaire des emails de Beral Albayrak, le ministre de l'énergie et gendre de Recep Tayyip Erdoğan, qui ont été mis en ligne par le groupe de hackers turcs Redhack. Il est accusé d'être « *membre d'une organisation terroriste* », sans plus de précision sur celle-ci, et risque 15 ans de prison.

Afin d'avoir le droit de voir sa fiancée une heure tous les deux mois - en plus de la visite hebdomadaire au parloir derrière une vitre - Tunca Öğreten l'a épousée le 1^{er} mars à la prison de Silivri, à Istanbul. « *Que ce soit en captivité ou libre, dans une démocratie ou une autocratie, acceptes-tu d'être ma femme ?* » a-t-il demandé à Mine lors des huit minutes qui leur ont été accordées pour se marier. L'administration pénitentiaire fait payer à Tunca Öğreten et à ses codétenus la facture d'électricité de leur cellule.

« *J'ai appris ici que la prison est un concept différent pour chaque individu. Je ne sais pas ce que c'est pour Kadri Gürsel, Ahmet Şık ou Deniz Yücel. Mais pour moi, je sais de quoi cela me prive et ça, je le ressens jusqu'au fond de mon être* ». (site d'information Diken)

Scam*

PRIX ALBERT LONDRES

REPORTERS
SANS FRONTIÈRES
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

INFORMER
N'EST
PAS
UN DÉLIT

Vendredi 5 janvier 2018

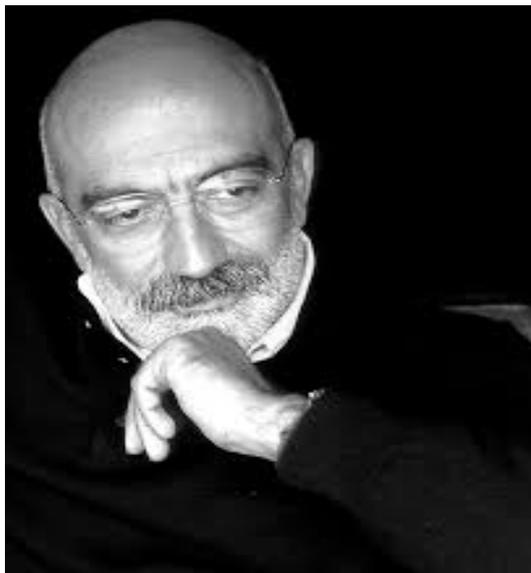
en prison

#LibérezLesTous

Turquie : le journalisme n'est pas un délit !

AHMET ALTAN

parrainé par Pierre Haski



Ecrivain immensément populaire dans un pays qui ne lit guère, Ahmet Altan a vendu 250 000 exemplaires de « *La dernière partie* », son dernier roman. En prison, il s'est attelé à un nouveau récit qui a pour toile de fond le génocide des Arméniens et la bataille des Dardanelles pendant la Première guerre mondiale.

Ahmet Altan, 67 ans, est une figure incontournable du journalisme en Turquie. Engagement aux côtés du peuple kurde, aux côtés de Recep Tayyip Erdoğan lors de sa période « réformiste » avant d'en devenir un critique virulent, immuablement contre l'intrusion de l'armée dans la vie politique, Ahmet Altan fait face à son 25e procès - dont sept à la demande du chef de l'Etat. A partir de 2007, il a été le rédacteur en chef de *Taraf*, quotidien proche de la confrérie de Fethullah Gülen et qui a soutenu toutes les accusations contre les militaires.

Le procureur accuse Ahmet Altan de « *tentative de renversement de l'ordre constitutionnel* », de « *tentative de renverser le gouvernement* » et d'avoir préparé l'opinion publique à un coup d'Etat en décrivant Recep Tayyip Erdoğan comme un dictateur dans ses articles. Il encourt trois peines d'emprisonnement incompressibles à vie. La prochaine audience de son procès se tient lundi 13 novembre.

« *(Les charges) contre nous sont absurdes mais le problème est que l'absurdité est devenue le style de vie de la Turquie. C'est comme si je vivais sur une île déserte. Je me sens comme Robinson Crusoe mais j'ignore si mon bateau arrivera un jour à bon port.* » (recueilli par son avocat, *The Guardian*, 23 mars 2017)

Ses romans « *L'amour au temps des révoltes* » et « *Comme une blessure de sabre* » sont publiés chez Actes Sud. « *La dernière partie* » est publiée en anglais par Harper & Collins.

Scam*

PRIX ALBERT LONDRES

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

**INFORMER
N'EST
PAS
UN DÉLIT**

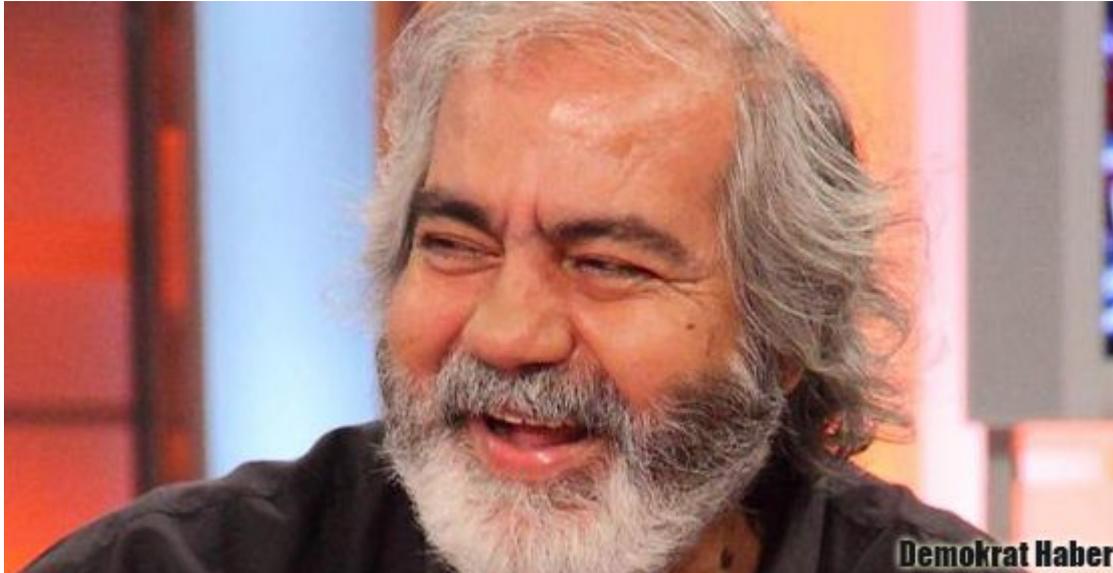
Vendredi 5 janvier 2018

en prison

#LibérezLesTous

Turquie : le journalisme n'est pas un délit !

Mehmet Altan parrainé par Jean-Claude Guillebaud



Frère d'Ahmet, Mehmet Altan est un des chefs de file du courant libéral turc. Etudiant en économie à la Sorbonne dans les années 80, amateur de gastronomie française, ce professeur d'économie à l'Université d'Istanbul a théorisé l'idée de « Seconde république ». Un changement indispensable selon lui pour dépasser les contradictions démocratiques inhérentes à la République fondée par Mustafa Kemal. Fervent partisan d'une Turquie membre de l'Union européenne, Mehmet Altan commentait la vie politique dans les médias et intervenait aussi régulièrement dans ceux favorables à la confrérie Gülen.

Comme son frère, il est accusé d'avoir envoyé des « *messages subliminaux* » annonçant un coup d'Etat lors d'une interview télévisée la veille du putsch. A 64 ans, il doit répondre de « *tentative de renversement de l'ordre constitutionnel* » et de « *tentative de renverser le gouvernement* ». Son procès s'ouvre le 19 juin. Il encourt trois peines d'emprisonnement incompressibles à vie. La prochaine audience de son procès se tient lundi 13 novembre.

« *(En prison), c'est une vie étriquée sans joie aucune ou sentiment de joie. Si l'Etat de droit devait revenir en Turquie un jour, je sais que je ne serai pas considéré comme un suspect une seule seconde. Je suis suspect seulement parce que j'exige la démocratie.* » (recueilli par son avocat, *The Guardian*, 23 mars 2017.)

Scam*

PRIX ALBERT LONDRES

**REPORTERS
SANS FRONTIERES**
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

**INFORMER
N'EST
PAS
UN DÉLIT**

Vendredi 5 janvier 2018

#LibérezLesTous

Turquie : le journalisme n'est pas un délit !

en prison

Zehra Doğan

marrainée par Fabienne Sintès



Cette artiste et journaliste kurde a été acquittée en mai 2017 d'appartenance à une organisation terroriste... mais elle a été condamnée à 2 ans, 9 mois et 22 jours de prison pour une peinture réalisée à partir d'une photo de propagande de l'armée. Diffusée sur les réseaux sociaux, celle-ci montre la ville de Nusaybin, dans le sud-est, entièrement détruite. Des drapeaux turcs sont suspendus aux carcasses des immeubles, des blindés et des soldats occupent le premier plan.

Zehra Doğan, a été récompensée pour son travail journalistique sur la tragédie des femmes yezidies en Irak. La jeune femme est également une des fondatrices de *Jinha*, une agence de presse kurde dont la rédaction était entièrement féminine et qui a été fermée par décret du gouvernement. Les souffrances du peuple kurde, son peuple, sont au cœur de sa démarche picturale.

Zehra Doğan, 28 ans, est actuellement emprisonnée à Diyarbakir.

#LibérezLesTous

Turquie : le journalisme n'est pas un délit !



en prison

Çağdaş Erdoğan

marrainé par Catherine Clément



© Akina Books

Çağdaş Erdoğan, 25 ans, est un des photographes les plus talentueux de sa génération. Son regard affuté sur le conflit dans les provinces kurdes lui a valu des publications dans de nombreux quotidiens, du *New York Times* au *Guardian*. Dans son travail en noir et blanc sur les minorités sociales et politiques, cet autodidacte dévoile une Turquie cachée : l'intimité des transsexuels, les combats de chien dans la banlieue d'Istanbul à la nuit tombée, les militants clandestins des groupes révolutionnaires d'extrême-gauche...

Dimanche 2 septembre, en plein après-midi, Çağdaş Erdoğan a été arrêté dans un parc d'Istanbul alors qu'il était en train de prendre des photos. Depuis, il a été placé en détention provisoire. Il lui est

Scam* PRIX ALBERT LONDRES

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

**INFORMER
N'EST
PAS
UN DÉLIT**

Vendredi 5 janvier 2018

#LibérezLesTous

Turquie : le journalisme n'est pas un délit !

reproché d'appartenir à une organisation terroriste et d'avoir photographié un bâtiment du MIT, les Services de renseignements turcs.

De la prison de Silivri, il est parvenu à faire sortir une lettre : « *N'oubliez pas que ce pays nous appartient à nous, pas à ceux qui veulent nous tuer (...) Croyez-moi, j'ai plus d'espoir que je n'en ai jamais eu. »*